

FAVORISER LA PRISE DE DÉCISIONS FONDÉES SUR DES DONNÉES PROBANTES

Les faits scientifiques vérifiés par les pairs, les données et l'information, dont l'information géographique et la cartographie (SIG), sont à la base des politiques publiques et du leadership environnemental. Le gouvernement l'a reconnu en s'engageant à prendre des décisions fondées sur des données probantes et en saisissant le rôle que la science joue pour éclairer l'adoption de politiques gouvernementales efficaces.

La Coalition du budget vert recommande que le gouvernement fédéral continue de rebâtir et de renforcer les capacités scientifiques relatives aux écosystèmes au Canada, en particulier en finançant trois grandes initiatives :

- 1. Surveillance nationale des écosystèmes** — affecter le financement nécessaire pour que des progrès significatifs soient réalisés quant à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un cadre national exhaustif de surveillance des écosystèmes en vue de favoriser une gestion efficace de l'utilisation des terres, l'adaptation au changement climatique, l'exploitation durable des ressources et la conservation de la biodiversité.

Investissement requis

Pour 2017-2018	30 millions de dollars
Pour 2018-2022	120 millions de dollars (total)
Récurrence	25 millions de dollars par année

- 2. Mesure des biens et services écologiques** — affecter le financement requis à Statistique Canada pour appuyer la recherche interministérielle visant à suivre les « stocks » et les changements dans les écosystèmes, ainsi que les biens et services écosystémiques qui sont essentiels à la santé, à l'économie et au patrimoine naturel des Canadiens.

Investissement requis

Pour 2017-2018	1,4 million de dollars
Investissement total	4,5 millions de dollars en financement par reconduction pendant trois ans

- 3. Inventaire et surveillance des milieux humides** — affecter le financement requis pour que des progrès significatifs soient réalisés quant à l'achèvement de l'Inventaire canadien des terres humides pour une planification efficace de l'utilisation des terres, un développement durable et la création de municipalités capables de s'adapter au climat.

Investissement requis

Pour 2017-2018	10 millions de dollars
Récurrence	10 millions de dollars par année pendant quatre ans

1. Surveillance nationale des écosystèmes

Sommaire de la recommandation

La Coalition du budget vert recommande au gouvernement fédéral d'allouer un financement de 150 millions de dollars pendant cinq ans à compter du budget de 2017 en vue de réaliser des progrès significatifs dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre national exhaustif de surveillance des écosystèmes, lequel servirait de base à la prise de décisions fondées sur des données probantes quant à la gestion de l'utilisation du territoire, à l'adaptation au climat, à l'exploitation durable des ressources et à la conservation de la biodiversité. La Coalition du budget vert recommande également l'affectation d'un financement permanent de 25 millions de dollars par année pour l'administration efficace du cadre proposé.

Le cadre serait piloté conjointement par Ressources naturelles Canada et Environnement et Changement climatique Canada et serait élaboré en partenariat avec les gouvernements provinciaux et territoriaux, ainsi qu'avec d'autres grands ministères et organismes fédéraux, dont Agriculture et Agroalimentaire Canada, Pêches et Océans Canada, l'Agence canadienne

d'inspection des aliments, l'Agence de la santé publique du Canada, Statistique Canada, Parcs Canada et l'Agence spatiale canadienne.

Investissement requis

Pour 2017-2018	30 millions de dollars
De 2018-2019 à 2021-2022	120 millions de dollars (total)
Récurrence, de 2022-2023	25 millions de dollars par année

Contexte et justification

Le Canada doit concevoir un cadre de surveillance des écosystèmes qui soit global, qui fasse autorité et qui vise de multiples secteurs s'il souhaite appuyer la prise de décisions et l'adoption de politiques fondées sur des données probantes. Ce système de surveillance fournira aux gouvernements, à l'industrie et au grand public des renseignements cruciaux et actuels sur les mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation, sur la planification durable de l'utilisation des terres, sur la conservation et la gestion du risque.

La Coalition du budget vert est au courant du projet de système national de veille écosystémique et soutient, en principe,

cette initiative. La Coalition du budget vert recommande que le gouvernement l'utilise pour obtenir efficacement les données critiques manquantes dans le cadre des activités et des programmes actuels de surveillance nationale :

- en portant le nombre de parcelles terrestres de 1 000 à 10 000 pour obtenir des données statistiquement fiables;
- en recueillant d'autres types de données sur des éléments nouveaux, comme l'habitat essentiel des espèces à risque, la séquestration du carbone et les sources potentielles de pathogènes afin d'atténuer efficacement les risques et de repérer les menaces contre les humains et la faune;
- en incorporant le suivi d'autres écosystèmes et terres (en plus des forêts), y compris les terres humides, les surfaces pastorales, les terres agricoles et les écosystèmes boréaux, afin de mieux comprendre les effets cumulatifs de l'utilisation des terres et du changement climatique.

L'élaboration et la réelle mise en œuvre du cadre national de surveillance des écosystèmes, comme le système national de veille écosystémique, permettrait aux Canadiens de mesurer et d'évaluer les biens et les services offerts par les écosystèmes terrestres, de prévoir les risques et les vulnérabilités associés aux effets cumulatifs des changements dans l'utilisation des terres et des conséquences du changement climatique et, par la suite, de trouver des solutions fondées sur des données probantes pour l'adaptation au climat et une croissance durable.

2. Mesure des biens et services écosystémiques

La Coalition du budget vert recommande au gouvernement du Canada d'allouer à Statistiques Canada un financement de 4,5 millions de dollars pendant trois ans, à compter du budget de 2017, qui servira de financement de démarrage pour la mise en branle de la seconde phase du projet de Mesure des biens et services écosystémiques (MBSEC). Cette phase servira à réaliser la recherche interministérielle nécessaire pour suivre les « stocks » et les changements dans les écosystèmes et les biens et services écologiques qui sont essentiels pour la santé, l'économie et le patrimoine naturel des Canadiens.

Investissement requis

Pour 2017-2018	1,4 million de dollars
Investissement total	4,5 millions de dollars en financement par reconduction pendant 3 ans

Sommaire de la recommandation

Le projet interministériel de MBSEC a été coordonné par Statistique Canada et s'est conclu par la publication de certaines des conclusions dans le rapport L'activité humaine et l'environnement de 2013. Ce projet échelonné sur deux ans a permis de faire avancer la recherche sur la comptabilité écosystémique et la quantification des biens et services écosystémiques (BSE). Parmi les ministères participants, on retrouve Environnement et Changement climatique Canada, Pêches et Océans Canada, Ressources naturelles Canada, Parcs Canada, Agriculture et Agroalimentaire Canada et Horizons de politiques Canada. Il est

donc vivement recommandé que le gouvernement du Canada affecte de nouveaux fonds pour la poursuite de ce projet.

La Coalition du budget vert recommande que le total du financement de démarrage, soit 4,5 millions de dollars, qui est affecté à la mise au point d'un système de comptabilité écosystémique pour le Canada et à l'examen de la faisabilité d'un recensement de l'environnement soit réparti de la façon suivante : 2,4 millions de dollars à Statistique Canada pour son rôle d'impulsion et de coordination; et 2,1 millions de dollars pour la participation d'autres ministères chargés de l'établissement des politiques.

Contexte et justification

Une information de qualité est essentielle pour comprendre et protéger notre environnement, pour concevoir les meilleures politiques environnementales possible, ainsi que pour la mise au point de nouvelles technologies.

Le concept de capital naturel constitue le fondement de l'exercice. En termes simples, le concept de capital naturel tient compte de l'environnement naturel comme un ensemble de ressources générateur de biens et de services environnementaux. Les milieux humides pourront servir d'exemple pour l'évaluation des valeurs économiques créées par les services écosystémiques (atténuation des inondations, tourisme, rétention des nutriments) de cette couverture naturelle. Les Canadiens pourraient ainsi avoir une meilleure idée des services et de la réduction des dépenses requis pour la réparation et la gestion des conséquences du changement climatique, y compris des phénomènes météorologiques extrêmes comme les dommages causés par les inondations et les problèmes relatifs à la diminution de la qualité de l'eau.

Un des résultats du projet de MBSEC a été la décision de Statistique Canada d'investir dans l'établissement de statistiques annuelles sur l'évolution de la couverture terrestre ainsi que sur l'utilisation des terres, et d'estimations des ressources d'eau renouvelable. Ces rapports serviront à fournir des données de base importantes aux chercheurs et aux décideurs et leur permettront de tenir compte des facteurs environnementaux dans les décisions économiques et stratégiques, une priorité de la Stratégie fédérale de développement durable.

Bien que ces nouveaux investissements constituent un point de départ, le financement supplémentaire alloué par le gouvernement fédéral permettrait d'élargir considérablement la portée de ces travaux.

Cet investissement permettrait d'adopter une approche exhaustive dans le cadre des rapports L'activité humaine et l'Environnement. Avec le nouveau cadre de capital naturel, ces travaux permettront de définir clairement les éléments à mesurer dans l'environnement et l'interaction des humains avec celui-ci.

À l'étranger, les projets de mesure et de comptabilité des biens et des services écologiques (BSE) gagnent du terrain dans les instances multinationales, dont les Nations Unies et la Banque mondiale.

3. Inventaire et surveillance des milieux humides

Sommaire de la recommandation

La Coalition du budget vert recommande que le gouvernement du Canada octroie un financement de 50 millions de dollars pendant cinq ans à compter du budget de 2017 en vue de faire en avancer les efforts pour achever l'Inventaire canadien des milieux humides. L'achèvement de l'Inventaire canadien des terres humides est une composante importante des programmes actuels de conservation des terres humides et contribuerait considérablement à l'atteinte des objectifs d'atténuation et d'adaptation au changement climatique du gouvernement. La Coalition recommande également l'affectation d'un financement supplémentaire de 4 millions de dollars par année pendant cinq ans pour la mise au point de la composante de surveillance des milieux humides qui fera partie intégrante des initiatives de surveillance des terres à l'échelle nationale du gouvernement fédéral.

Le programme serait dirigé par Environnement et Changement climatique Canada en partenariat avec Ressources naturelles Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada. Cette initiative sera également soutenue par Pêches et Océans, l'Agence canadienne d'inspection des aliments, l'Agence de la santé publique du Canada, Statistique Canada, Parcs Canada et l'Agence spatiale canadienne ou serait complémentaire à leur mandat.

Investissement requis

Pour 2017-2018 10 millions de dollars
Récurrence 10 millions de dollars par année pendant quatre ans

Contexte et justification

Le gouvernement fédéral tente de rétablir les programmes de sciences, de recherche et de gestion de l'information qui ont été abolis au cours des 10 dernières années. L'inventaire national des terres humides et le programme de surveillance ne sont pas encore terminés et peu de progrès sont accomplis à cet égard. Il s'agit d'une lacune importante. L'Inventaire canadien des milieux humides (ICMH) est un outil essentiel pour la détection et le suivi des changements dans l'utilisation des terres, en particulier la présence de milieux humides dans le paysage canadien. Il est essentiel d'achever cet inventaire pour améliorer grandement la planification de l'utilisation des terres, le développement durable et la création de municipalités capables de s'adapter au climat.

Lorsque l'inventaire de référence aura été établi, la Coalition recommande au gouvernement fédéral d'incorporer cette couche de données sur les terres humides à un cadre national de surveillance des écosystèmes. Il serait ainsi possible de faire un suivi des changements du paysage et de les évaluer en vue d'améliorer la planification et la gestion.

Un inventaire complet fournirait aux gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et autochtones des renseignements essentiels qui leur permettraient de prendre des décisions éclairées et de faire des investissements stratégiques dans les

infrastructures naturelles, la conservation des habitats essentiels, l'adaptation au changement climatique et l'exploitation durable des ressources.

Il fournirait également à l'industrie de l'information importante pour guider et façonner la mise en œuvre des plans d'exploitation durable des ressources et les pratiques exemplaires de gestion.

Renseignements

James Brennan
Directeur des affaires gouvernementales
Canards Illimités Canada
j_brennan@ducks.ca

Cameron Mack
Directeur général
Habitat faunique Canada
cmack@whc.org

Milana Simikian
Analyste des politiques nationales, Canards Illimités Canada
m_simikian@ducks.ca